

KABOUL, LES ÉTATS, LES PEUPLES

ANDRÉ BELLON *



ANNE-CÉCILE ROBERT **



Interpréter un événement historique récent est un art difficile. La déroute américaine à Kaboul ne fait évidemment pas exception et chacun y va de son petit couplet.

Est-ce un tournant historique ? Certes, les analogies avec le Vietnam on fait flores, Saïgon et Kaboul étant versés dans la même urne de l'Histoire. Mais comparaison n'est pas raison. La défaite américaine au Vietnam s'inscrivait dans les soubresauts de la guerre froide et la chute de l'URSS est censée avoir clos cette page.

De quoi Kaboul est-il le nom ?

Kaboul est d'abord le symbole de la fin des illusions nées en 1990. Passons sur le slogan absurde affirmant « la fin de l'Histoire », un monde sans Histoire n'étant qu'un monde sans objet. En fait, on pouvait interpréter ce phantasme comme la domination définitive

* ANCIEN PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Auteur de *Pourquoi je ne suis pas altermondialiste*, Mille et une Nuits, 2004.

** JOURNALISTE AU MONDE DIPLOMATIQUE, DOCTEUR EN DROIT EUROPÉEN.

Auteur de *Dernières nouvelles du mensonge*, Lux éditeur, 2021.

d'une idéologie, celle d'un néolibéralisme compassionnel, liant le capitalisme, la domination des États-Unis et un droit d'ingérence pétri de bonne conscience.

Les interventions de 1999 au Kosovo, de 2003 en Irak, de 2011 en Libye, d'ailleurs liées à des mensonges d'État, avaient peu ou prou mis à mal cette vision irénique. Mais la chute de Kaboul en a été le point d'orgue car elle mélange le désastre militaire et la défaite morale. Lorsque Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères, déclare que « *l'Afghanistan est le tombeau du droit d'ingérence* »¹, il exprime en filigrane que ce tombeau est aussi celui d'un équilibre géopolitique issu des années 1990. Et lorsque, de son côté, Bernard-Henri Lévy pleure en voyant surgir « *un nouveau monde d'où l'Amérique et plus généralement l'Occident sont en train de s'absenter* »², il exprime naïvement cette conception suivant laquelle l'Occident n'aurait pas d'avenir en dehors de sa propre domination sur le monde.

94

Mais qu'entend-on par « l'Occident » ? Il est d'usage de le considérer comme la patrie du capitalisme, moteur du développement de l'Europe et de l'Amérique du Nord à partir du 18^e siècle. Alors que les zones que nous appelons aujourd'hui occidentales ne semblaient pas, avant ce moment, avoir plus d'atouts que les autres, elles ont dominé le monde pendant plus de deux siècles. Grâce à ce système, l'Occident a liquidé les anciens empires (Austro-Hongrois, Ottoman...), d'abord après la première guerre mondiale sous le houlette anglaise, accessoirement française, puis essentiellement américaine après la seconde guerre. Parallèlement la colonisation a permis la dynamique capitaliste par l'extension des marchés. La domination économique se conjugait avec un discours de liberté largement théorique et de moins en moins supporté dans les pays et les populations dominés. Tout particulièrement, les interventions anglo-saxonnes au Moyen-Orient contre les volontés d'indépendance (Iran, Irak...) de 1918 à nos jours, ont largement participé à créer des mouvements plus radicaux, en particulier religieux. Mais il ne s'agit là que des formes politiques

¹ *Marianne*, 24 août 2021.

² *Nice et Var Matin*, 28 août 2021.

qui recherchent un développement plus autonome de nouvelles zones géographiques.

Le phénomène sans doute le plus important aujourd'hui est dans le fait que la mondialisation a mis encore plus en évidence la contradiction du discours même de la puissance hégémonique. Certes, c'était déjà le cas entre la fin de la seconde guerre mondiale et les années 1990, par exemple lors de l'intervention au Guatemala en 1954, mais ces actions étaient officiellement légitimées par la guerre froide.

La chute de l'URSS et le discours globalisé qui l'a suivie ont placé les États-Unis au centre de la cible. Alors même qu'ils ont créé une Organisation Mondiale du Commerce et poussé la Chine à en être membre, il leur est devenu de plus en plus difficile de placer la concurrence au premier rang des normes tout en protégeant leur propre espace, leurs « intérêts vitaux », par exemple par les méthodes de l'extraterritorialité. Sur le plan idéologique, incapables de se légitimer par la seule force, ils développent ce palliatif hypocrite que sont les repentances, censées redonner une légitimité morale à la mondialisation capitaliste. Les peuples trouvent-ils alors un sens à leur propre existence en dehors d'une croissance économique qui colonise leurs esprits ?

95

Les tentatives pour masquer l'instrumentalisation des principes humanitaires ont fait de plus en plus long feu. Aujourd'hui, le roi est nu. La catastrophe afghane n'est, en apparence, pas plus grave qu'une autre. Mais elle est désastreuse pour le système car elle détruit sa légitimité. Kaboul le fait tomber de son piédestal dans le même temps où il jette des doutes sur la valeur du système qu'il a construit. Certes, l'Occident tente de retrouver son aura avec la guerre en Ukraine, mais il semble plutôt dialoguer avec lui-même que pérenniser un magistère moral.

L'Union européenne, de Yalta à Kaboul

La précipitation des événements des années 2020/2021 – gestion désordonnée de la pandémie de Covid-19 par les pays Occidentaux, chute de Kaboul, rupture du contrat d'achat de sous-marins français par l'Australie, agression contre l'Ukraine, etc. – ont favorisé un débat sur la nécessaire « autonomie stratégique », voire la « souveraineté » européenne. Le président français Emmanuel

Macron se montre très offensif sur le second terme tandis que la plupart de ses partenaires, lorsque la question les intéresse, préfèrent le premier, perçu comme moins engageant. Ces débats sémantiques traduisent une crise existentielle de la construction européenne : parfois présentée comme une volonté de fédérer le Vieux Continent dans un souci d'indépendance par rapport aux grandes puissances et d'affirmation d'un projet culturel propre, la Communauté devenue Union européenne est en fait un produit du monde atlantique et des valeurs capitalistes libérales. Contrairement à une légende distillée par une certaine classe dirigeante, les États-Unis ont soutenu depuis le départ le rassemblement des pays de l'Europe de l'Ouest, d'abord pour faire face à l'Union soviétique, ensuite pour étendre leur influence économique dans le cadre de la reconstruction de l'après-guerre. Les conflits commerciaux autour de l'agriculture ou de l'aéronautique ne sauraient masquer une convergence d'intérêts et l'importance des échanges entre les deux rives de l'Atlantique.

96

En matière diplomatique et militaire, les Européens ont toujours manifesté leur attachement profond au leadership américain et à leur appartenance à l'Alliance atlantique. La France a longtemps tenté d'entraîner ses partenaires dans le projet d'une « Europe européenne », indépendante dans ses outils et ses décisions. Le général De Gaulle formula plusieurs propositions concrètes en ce sens, rejetées par les autres États-membres, comme le plan Fouchet. Tous les présidents français lui emboîtèrent le pas avec le même insuccès jusqu'aux années 1990 où il fut décidé, sans le dire ouvertement, de s'adapter et de se couler dans le moule. Conséquence symbolique de ce choix fut le retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN en 2009 sous Nicolas Sarkozy. Si l'Union a fini par se doter de mécanismes et de structures de coordination dans ces domaines et renforce ses investissements dans le secteur de l'armement (mise en place d'un Fonds européen de l'armement), elle reste attachée à l'allié américain. Le dialogue stratégique avec les États-Unis se poursuit dans le cadre de l'OTAN et dans des cénacles bilatéraux sur toutes sortes de sujets, de la technologie au commerce en passant par les industries de communication. Dans le cadre de l'OTAN, un système d'échanges quasi automatique de données personnelles a été instauré pour des raisons de sécurité. La « Boussole stratégique »

de l'Union européenne, adoptée en mars 2022, doit, selon le Haut représentant de l'Union européenne pour la politique de sécurité Josep Borrell, « rendre l'Otan plus forte ».

Ainsi conçue, la construction européenne peut-elle survivre aux bouleversements stratégiques en cours ? Certes, poussés par l'Allemagne, les Vingt-Sept ont créé des espaces de dialogues, notamment économiques et commerciaux, avec la Chine. Mais, à chaque fois qu'elle a été confrontée à une crise internationale majeure, l'Union s'est divisée voire fracturée, incapable de mettre en pratique les idéaux qu'elle affirme par ailleurs sans cesse. Il en fut ainsi lors de l'agression américaine contre l'Irak en 2003 ou lorsque Donald Trump a désavoué l'accord sur le nucléaire iranien. Elle s'insurge, avec raison, contre le sort réservé à l'opposant russe Alexeï Navalny, mais reste muette sur ceux de Julian Assange ou d'Edward Snowden. L'unité affichée face à l'agression russe contre l'Ukraine cadre parfaitement avec la domination américaine et l'OTAN qui coordonne la riposte.

Face à la crise idéologique de la mondialisation libérale et l'exacerbation des tensions sur les marchés mondiaux, elle reste prisonnière des principes qui l'ont fondée, notamment sa volonté de construire un marché commun conforme aux canons du néolibéralisme et de contribuer au libre-échange mondial. Puissance commerciale majeure, l'Union ne fait ainsi qu'emboîter le pas de Washington sur la taxation des multinationales. Les mécanismes de défense commerciale se révèlent bien chétifs dans les crises majeures. La solidarité ne saurait exister concrètement face au diktat américain, même le plus brutalement exprimé. La preuve en est fournie par l'incapacité à répondre à l'extra-territorialité du droit américain et, dans le cas de l'accord nucléaire iranien, de protéger les entreprises européennes – qui se conformaient à cet accord officiellement défendu par les Vingt-Sept – contre les sanctions illégales et unilatérales des États-Unis.

Hors du *business* et de l'attachement atlantique, peu de choses en définitive lient les Vingt-Sept. La propension de l'Allemagne à préférer le matériel militaire américain au français l'illustre. Washington assume de faire prévaloir ses intérêts sans même prendre de précautions formelles vis-à-vis des alliés officiels comme l'a confirmé leur gestion unilatérale et brutale de la

sortie d'Afghanistan. Dans un monde en recomposition, seules les entités qui existent réellement et qui représentent réellement quelque chose survivront. Telle qu'elle a été conçue, et qui est le seul consensus liant ses membres, l'Union européenne n'entre pas dans cette catégorie.

Appeler à « plus d'Europe » revient à n'appeler à rien puisque l'Europe n'existe que pour détruire la politique et installer un ordre post-politique. Dans cette perspective, elle ne saurait affirmer de volonté. Les sanctions contre la Russie créent une illusion de volonté commune mais les Européens divergent sur les buts de guerre (cessez-le-feu, « humilié » ou pas la Russie, etc.) et sur leurs intérêts à moyen et long terme. Les débats sur le gaz, le pétrole, le nucléaire et le renouvelable le montrent. Réduire la dépendance énergétique vis-à-vis de Moscou se paie d'une dépendance accrue envers les États-Unis. À quel projet géopolitique correspond l'acceptation accélérée des candidatures de l'Ukraine et de la Moldavie à l'Union quand certains pays attendent depuis des décennies ? Elle est le reflet du monde des années 1990, celui de la fin de l'histoire qui devait voir le triomphe de la mondialisation libérale sous bannière américaine. Son architecture et ses traités les plus importants (Maastricht, Lisbonne) inscrivent noir sur blanc cette chimère d'un univers pacifié par le marché où l'Union serait l'honnête courtière des intérêts occidentaux assimilés à l'intérêt général. Mais ce monde n'est plus. Comme les étoiles mortes dont la lumière continue de voyager longtemps après leur mort, l'Union continue de projeter les rêves, mercantiles et finalement totalitaires, du néolibéralisme triomphant. Comme les personnages de dessins animés qui, emportés par leur élan, continuent de courir au-dessus du vide, elle s'agite, sermonne, produit des normes et des sentences. Mais elle n'est plus qu'un pouvoir nu, sans légitimité, au service d'un ordre disparu et de plus en plus honni.

98

Et la France ?

La France a, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, plus subi que maîtrisé les évolutions. Certes, la période gaulliste a tenté de rétablir une forme d'indépendance nationale, mais les gouvernements qui l'ont suivi ont plus souhaité s'aligner que rechercher des marges d'autonomie. Ainsi Mitterrand se soumet-il, au nom des contraintes économiques, après seulement deux

ans de mandat. Bien pis, depuis 2007 et le traité de Lisbonne, les derniers présidents ont mis un point d'honneur à être les premiers de la classe dans la soumission mondialisée et même à bafouer leur propre peuple dans cet objectif. Ainsi Sarkozy, qui aurait pu s'appuyer sur le vote des Français en 2005 pour imposer un accord différent, a-t-il préféré signer un traité quasi jumeau.

Y a-t-il quelque chose à gagner dans ce type d'attitude ? Le navrant épisode des sous-marins australiens semble prouver qu'elle attire plus le mépris que le respect.

Bien sûr, il serait stupide de penser que la France pouvait s'opposer seule aux grandes évolutions des 70 dernières années, à toute construction européenne, aux accords commerciaux et financiers, bref à ce qu'on appelle la mondialisation. Il est non moins absurde de penser qu'il n'y avait aucune marge de manœuvre et qu'il fallait aligner la France sur les contraintes de ce monde globalisé. Ce qu'il y a de plus extraordinaire en la matière est l'enthousiasme que développa « la gauche » pour atteindre cet objectif. Au nom de l'inquiétude à agir en solitaire, elle laissa détruire l'image de la Révolution française, jumelant par exemple un défilé stupide pour le bicentenaire avec la réunion du G7, remplaçant ainsi les images de Danton, Robespierre ou Condorcet par celles de Reagan et Thatcher et le socialisme par la fiction de l'Europe sociale. Au nom des évolutions inéluctables, on laisse massacrer la langue française, on la met en concurrence avec les langues régionales et minoritaires alors qu'elles sont toutes submergées par l'anglais.

En fait, deux causes fondamentales expliquent cette démission. La première est que la classe politique en France, croyant défendre ses intérêts, a remplacé un discours de combat par un prêche moral et l'analyse sociale par les bons sentiments. Dans un tel cadre, il n'y a plus de citoyens, seulement des gens animés par la compassion ; il n'y a plus de peuple, seulement des groupes animés par des guides circonstanciels ; il n'y a plus d'intérêt général, seulement des messes parcellaires. La deuxième est que la gauche dite moderne a, volontairement ou pas, confondu internationalisme et mondialisme. Alors que l'internationalisme représente un monde organisé pour la paix et la justice sociale autour des relations entre nations souveraines, le mondialisme ignore les peuples et les nations, s'en remettant à des experts pour s'occuper de ce qu'ils appellent

« la gouvernance », concept fumeux qui semble proclamer qu'il n'y a qu'une politique possible. Les deux projets étaient déjà présents après la seconde guerre, les accords monétaires et financiers de Bretton Woods, signés en 1944, étant d'essence mondialiste sous l'égide américaine alors que l'ONU, créée un an plus tard, était, comme la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, de philosophie internationaliste. Force est de constater qu'au travers des années 1990 et suivantes, la conception mondialiste a pris le pas. Assisterait-on à un tournant après la défaite de Kaboul ?

Dans ce contexte, quelle est la nature de l'Union européenne ? Plutôt accord entre nations à l'origine, elle est devenue une sorte de pouvoir autonome qui ne s'affirme pas officiellement, le droit européen (constamment étendu par les interprétations de plus en plus large de la Cour de Luxembourg et de la Commission européenne) s'étant imposé peu à peu contre les droits nationaux. Certes certains, en particulier Emmanuel Macron, prétendent voir la possibilité d'une Union européenne autonome, ce qu'il appelle la « souveraineté européenne ». Illusion car l'Union européenne est le produit d'une situation historique, celle de la guerre froide suivie par la chute de l'URSS, c'est-à-dire celle de la domination américaine. Penser qu'elle peut s'en abstraire ne peut être qu'une illusion car l'espace ainsi construit n'a aucun autre sens historique. En fait, la « souveraineté européenne » invoquée par le président Macron manifeste d'abord sa « souveraineté » contre la France, participant à la destruction des intérêts économiques français (Ariane, Airbus, Alcatel, fournisseurs de l'armée) sans aucunement remettre en cause la domination américaine.

C'est là que les avertissements sur les risques que courrait une France isolée trouvent leurs limites et leurs contradictions. Aucune personne sérieuse n'imagine une France autarcique. Ce sont d'ailleurs plutôt les stratégies d'alliances qui font débat. Il est par contre indispensable aujourd'hui de voir comment ce discours idéologique empêche de repenser les relations internationales en rendant celles-ci dépendantes d'une organisation insaisissable et incontrôlable, éventuellement de la puissance principale à Bruxelles, à savoir l'Allemagne.

Après Kaboul, n'y a-t-il, par exemple, aucun accord intra-méditerranéen possible ? N'y a-t-il pas à rechercher, dans quelques

années, un accord nouveau avec la Russie ? Ne peut-on repenser les relations avec l'Afrique en valorisant ces nouvelles relations ? Si M. Macron développe des relations bilatérales avec la Grèce (accord de défense) et l'Italie (traité du Quirinal), ce sont des îlots dans un cadre stratégique européen entièrement dessiné selon les priorités américaines (endiguement de la Russie et guerre froide indopacifique). Les choix qu'effectuerait M. Macron, tout à sa « souveraineté européenne », si un arbitrage se révélait nécessaire, ne font aucun doute. Certes, nombre de nos responsables actuels empêchent de travailler sur ces hypothèses au nom de contraintes insurmontables. Que ferons-nous lorsque les circonstances nous contraindront – trop tard – à nous poser pratiquement ces questions ?

Retrouver les Lumières

La nouvelle géopolitique qui se déploie sous nos yeux constitue par essence un moment politique, au sens noble du terme. Comprendre le nouveau jeu et s'y mouvoir nécessite en effet de produire des analyses et de déterminer ses intérêts, fonction éminemment politique. Or, la mondialisation néolibérale a eu pour effet de détruire mécaniquement et méthodiquement cette fonction au profit des mécanismes du marché encouragés par les États. Les Occidentaux, notamment les Européens, paraissent stupéfaits de cette transformation qu'ils n'avaient pas prévue. L'un des objets de la construction européenne était pourtant ce dépassement du politique au profit des logiques marchandes appuyées sur une technocratie ad hoc dont la Commission de Bruxelles est la quintessence. L'ordre qu'elle établit ainsi fait disparaître les grands débats sur l'intérêt général au profit de discussions à caractère technique strictement limitées au périmètre du monde néolibéral dont elles ne sauraient sortir. En ce sens, le projet des communautés européennes s'inscrivait en contrepoint des ambitions émancipatrices des Lumières qui visent, au contraire, à investir l'être humain de la plénitude de ses capacités grâce à l'éducation et à l'exigence civique dans le but de maîtriser son destin.

Le retour de la politique avec un grand P prend donc au dépourvu des classes dirigeantes habituées à servir les marchés et formées dans ce but. L'explosion des inégalités et la transformation structurelle des sociétés selon un modèle inégalitaire mâtiné de

charité relevaient selon elle de l'évolution naturelle des choses. Elles sont donc incapables de comprendre la nouvelle géopolitique et la crise idéologique de la mondialisation. À cet égard, la persistance forcenée du président Emmanuel Macron dans la destruction des services publics et des mécanismes de solidarité collective (Sécurité sociale, assurance-chômage, etc.) illustre cette infirmité à la perfection. L'une des issues de carrière pour lui pourrait d'ailleurs être la présidence de carton-pâte d'une Union européenne réduite à une poignée d'États sous domination allemande.

102 Contrairement à la France, l'Allemagne semble avoir compris le retour du politique dans la manière dont elle défend ses intérêts nationaux. Le bras de fer engagé par les États-Unis et les institutions européennes pendant des années sur le gazoduc Nord Stream 2 révèle l'existence d'une volonté étatique. Il est tout à fait significatif qu'elle réaffirme dans la même temps les droits souverains de son peuple. C'est le sens des fameux arrêts du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe soumettant l'engagement européen de l'Allemagne à la démocratisation – qui n'est pas en vue – des institutions de Bruxelles et, en attendant, au renforcement des contrôles exercés par les autorités démocratiquement élues du pays en la matière. La politique implique en effet la démocratie si on reste cohérent avec la trajectoire suivie par les États et les peuples du Vieux Continent depuis le XVIII^e siècle. Et c'est bien là que le bât blesse pour les classes dirigeantes, notamment française, qui ont pris l'habitude et le goût de gouverner au nom de la transcendance des impératifs marchands dans le cadre apaisé d'une mondialisation heureuse. Coupées de toute base sociale et de moins en moins légitimes car issues de mécanismes de cooptation dans le cadre d'institutions autoritaires, elles se retrouvent seules pour affronter les violences d'un monde en recomposition. Elles se trouvent d'autant plus seules qu'elles n'ont ni culture historique ni imagination. Persévérant dans l'erreur, elles n'hésitent pas à réprimer durement les manifestations populaires qui, tels les Gilets Jaunes, les ramènent à la violence de l'ordre social.

Un retour à la démocratie paraît pourtant la seule solution pour affronter ce nouveau monde pour trois raisons. En premier lieu, la démocratie ouvre le champ de la discussion en obligeant les classes sociales à dialoguer et, en l'occurrence, les classes dirigeantes à s'ouvrir à la réalité. En second lieu, la violence évoquée de l'ordre social exprime aussi l'affaiblissement de l'État et de la cohésion

nationale dans un moment où toutes les forces doivent au contraire se rassembler. Enfin, seule la démocratie peut redonner un mandat à des classes dirigeantes – inévitablement renouvelées – et donc de la force dans les négociations et les affrontements internationaux. Pour résumer, seule la démocratie peut réinsuffler de la vie dans un univers infrapolitique fantomatique.

Ce retour à la démocratie signifie le rétablissement d'institutions issues de la volonté populaire et contrôlées par elles. La Constitution de la V^e République ne le permet pas parce qu'elle organise une monarchie présidentielle sans comparaison dans le monde dit libre. Au-delà de l'ingénierie institutionnelle, il s'agit d'une refondation philosophique. En effet, la mondialisation néolibérale – dont l'Union européenne est un segment – a discrédité la démocratie et l'a remplacé par la gouvernance, c'est-à-dire un système technocratique dans lequel le peuple fait de la figuration, les pouvoirs publics pouvant se passer de son consentement. Sentant leur légitimité s'effriter tout en refusant d'en tirer les conséquences, certains cénacles dirigeants tentent de dévier le tir : ils installent des « consultations » (les présidents de l'Assemblée nationale Claude Bartolone ou Richard Ferrand par exemple) ou des « grands débats » (le président Macron s'y adonna lors de la crise des Gilets jaunes). On feint de s'interroger sur les causes de l'abstention. En 2020, l'Union européenne lance à son tour une grande consultation sur « l'avenir de l'Europe ». Le point commun de ces initiatives est d'éviter par principe les débats de fond sur l'évaporation du pouvoir politique dans les brumes des institutions internationales hors-sol et des soubresauts des marchés mondiaux. Il s'agit non pas de résoudre le problème (puisqu'il faudrait pour cela redonner les pouvoirs aux peuples) mais de donner l'impression de l'écoute en diluant la colère populaire dans des discussions interminables sur des sujets périphériques. Il n'est, à aucun moment, question de refaire de la politique et de redistribuer le pouvoir. Le but est plutôt de faire accepter la captation du pouvoir, jugée raisonnable et naturelle, par le cercle des gens qui pensent savoir mieux que tout autre ce qui est bon. Notons que le tropisme antipolitique des classes dirigeantes rejoint le projet totalitaire tel que l'a défini Hannah Arendt pour qui le totalitarisme vise précisément l'abolition de la politique par la destruction du libre arbitre et de l'autonomie de pensée.

Malheureusement, le discrédit de la démocratie a fait des dégâts également à gauche où on se méfie du peuple dont on veut réduire l'agora à des cénacles tirés au sort qui, à l'instar des groupes d'experts, guideront des citoyens désormais encadrés de toute part. Certains prêtent par ailleurs au peuple toutes sortes de bas instincts appuyés sur des sondages comme la volonté de rétablir la peine de mort. Une vision pessimiste de l'être humain se répand également à la faveur de la crise climatique : par essence mauvais, l'homme aurait détruit la nature et maltraiterait les animaux. Une telle vision est antipolitique puisqu'elle omet l'analyse sociale et les responsabilités structurelles du capitalisme pour disqualifier l'homme lui-même.

Ces impasses appellent à renouer avec l'optimisme des Lumières et la confiance en l'être humain capable de maîtriser son destin lorsqu'il peut exercer sa faculté de juger grâce à une démocratie irriguée d'un débat libre et raisonné.

104 **Notre démocratie n'est pas la leur**

En cette période d'incertitude, affirmons l'essentiel : le tournant des années 1990 ne pouvait que remettre en cause la démocratie. La chose ne fut pas perçue immédiatement, même si des signes apparurent assez rapidement. La déclaration de François Mitterrand osant affirmer « *contre le chômage, il avait tout essayé* », était déjà l'aveu de l'impuissance. Quelques années plus tard, Lionel Jospin, premier ministre (1997-2002), reprenait cette nouvelle antienne lorsque, face à Michelin s'appêtant à licencier après des bénéfices confortables, il affichait un fatalisme bourgeois en affirmant qu'« *il ne faut pas attendre tout de l'État et du gouvernement* ».

On a, et avec raison, beaucoup brocardé cette idée d'ailleurs reprise depuis lors par tant de responsables nationaux. On lui a évidemment reproché de légitimer l'incapacité du pouvoir politique devant les crises. Mais on n'a pas assez insisté sur le dérapage institutionnel qui sous-tend cette conception. Il n'appartient pas aux responsables, en démocratie, de s'abstraire de tout mandat émanant des électeurs. Or, les déclarations évoquées donnent aux « contraintes de la mondialisation » – largement choisies si

on se reporte aux traités européens négociés par la France — une valeur supérieure à toute volonté populaire. Dans un tel cadre, la démocratie n'est plus qu'un mot creux. Bien plus, le peuple n'a plus de sens, tout au plus y a-t-il un rassemblement de personnes sans lien politique. Le moment que nous vivons exprime une inquiétude sur le sens des mots, sur la nature même de la vie publique, sur les relations sociales. Il s'agit fondamentalement de la capacité de l'humain à maîtriser son propre destin, en tant qu'individu citoyen comme en tant que peuple.

Le tournant symbolisé par la chute de Kaboul ramène à ces questions car, face aux défis, aucun pays n'a d'avenir sans son peuple. Reconstruire le peuple en tant que corps politique souverain impose donc de repenser avant tout aux institutions qui lui permettent d'exprimer sa volonté.

Deux adversaires se dressent aujourd'hui contre ce projet. D'abord bien sûr la caricature de démocratie que sont actuellement les institutions françaises et européennes. Ensuite, la démagogie plébiscitaire de ceux qui rêvent d'un pouvoir fort et centralisé régnant sur un peuple-ethnique créé de toutes pièces par leurs imaginations débordantes. Enfin, les miroirs aux alouettes que proposent des experts aux ordres pour détruire insidieusement le suffrage universel, conquête populaire depuis 1792, et donc la volonté collective. L'invasion de l'expertocratie³ dans la vie publique se conjugue avec un attrait pour le tirage au sort dans le choix des « représentants » du peuple. Le tirage au sort n'est pas un aménagement technique de la démocratie. C'est une délégitimation du suffrage universel comme outil d'expression de la volonté des citoyens. Si les citoyens ne sont évidemment pas portés à défendre l'actuel système antidémocratique, il est faux et dangereux de faire croire que la crise de la démocratie résulte de l'emploi du suffrage universel. C'est au contraire son dévoiement systématique par les institutions et les partis politiques qui est cause de tous nos maux.

Les dirigeants et les médias qu'ils contrôlent tentent alors de faire croire que les citoyens se désintéressent de la politique. Combien de signes, depuis les Bonnets rouges et les grandes

³ Les experts sont évidemment nécessaires pour éclairer la prise de décision, mais leur compétence ne saurait leur accorder le pouvoir de trancher le débat public.

manifestations pour les retraites jusqu'aux Gilets jaunes, expriment-ils au contraire l'aspiration des citoyens à une véritable démocratie ? Ainsi le vote des Français contre le Traité Constitutionnel Européen (TCE) est-il bafoué en 2008 par la ratification du Traité de Lisbonne. Ainsi, au soir des municipales de 2020 et devant le taux d'abstention exceptionnel (60 %), la plupart des commentateurs de télévision accusaient les citoyens d'insouciance coupable à l'approche des vacances d'été. Le mot « incivisme » fut même prononcé plusieurs fois. Ainsi, le Président de L'Assemblée nationale, Richard Ferrand, vient-il de créer une Commission pour analyser les causes de l'abstention, manière de gommer la cause principale, à savoir la responsabilité de lui-même et de ses pairs.

106

En réalité, les électeurs font avec les moyens du bord : abstention, vote blanc malheureusement considéré comme non exprimé, rejet des uns puis des autres, etc. Les attaques contre le citoyen sont, hélas, devenues monnaie courante. Bien pis, aujourd'hui, elles ne portent plus seulement sur le comportement de l'électeur, elles attaquent le principe même de la démocratie, la capacité du citoyen à participer à la décision publique et qu'il faut donc guider. Incivisme des citoyens ? Non, indécence de la classe dominante, d'une presse à la fois inculte et chienne de garde de la pensée officielle ! C'est au travers de cette ambition qu'il faut juger les fameuses « Conventions citoyennes », telle celle pour le climat, qui permettent aux dirigeants d'usurper le mot démocratie. Mais il ne s'agit pas de reconstruire leur démocratie, mais celle du peuple, c'est-à-dire de tous les citoyens, d'un corps politique capable d'exprimer une volonté.

La démocratie, processus éducatif, n'est pas faite pour nier les conflits, mais pour les résoudre. Elle est la solution pour construire collectivement et contradictoirement le contrat social qui est notre bien collectif.

Face aux bouleversements auxquels nous avons à faire face, la reconstruction d'une volonté nationale est indispensable. Nos institutions l'empêchent. Beaucoup de nouveaux sauveurs se présentent comme aptes à conduire le changement. Combien de fois cette illusion nous a-t-elle conduit à des choix par défaut et/ou décevant ? Alors que croissent les périls internationaux de toute sorte, considèrera-t-on le défi historique d'une refondation

KABOUL, LES ÉTATS, LES PEUPLES

démocratique comme une aventure individuelle ou comme un rassemblement public ?

Janvier 2022

Résumé :

La chute de Kaboul constitue le point d'orgue de la fin des illusions nées en 1990 – mélangeant désastre militaire et défaite morale – celle d'un néolibéralisme compassionnel, liant le capitalisme, la domination des États-Unis et un droit d'ingérence pétri de bonne conscience et marquant le tombeau d'un équilibre géopolitique issu des années 1990. La recherche d'issue démocratique interroge sur les fondements de la mondialisation, de la construction européenne et sur le mode de gouvernance qui les inspirent. Un retour à la démocratie paraît la seule solution pour affronter ce nouveau monde. Reconstruire le peuple en tant que corps politique souverain impose donc de repenser avant tout aux institutions qui lui permettent d'exprimer sa volonté.

